



**Commission des Finances et du Budget**  
**Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire**

**Procès-verbal de la réunion du 21 novembre 2022**

Ordre du jour :

1. Réunion jointe Commission des Finances et du Budget et Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Evolution budgétaire - chiffres au 30 septembre 2022

2. Uniquement pour les membres de la Commission des Finances et du Budget

**8080** Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 et modifiant :

1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

2° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

3° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

4° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;

5° la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière ;

6° la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale ;

7° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

8° la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;

9° la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

10° la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement ;

11° la loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte Logement 2.0

**8081** Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026

- Présentation du budget du département Finances

\*

Présents : M. Guy Arendt, M. André Bauler, M. François Benoy, M. Sven Clement, M. Yves Cruchten, M. Max Hahn, Mme Martine Hansen, M. Fernand Kartheiser,

M. Dan Kersch, Mme Josée Lorsché, M. Gilles Roth, M. Claude Wiseler, membres de la Commission des Finances et du Budget

Mme Nathalie Oberweis, observateur délégué

Mme Diane Adehm, M. Guy Arendt, M. André Bauler, M. Sven Clement, M. Frank Colabianchi, M. Mars Di Bartolomeo, M. Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, M. Fernand Kartheiser, M. Dan Kersch, Mme Octavie Modert, M. Gilles Roth, Mme Jessie Thill, M. Carlo Weber, membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Mme Nathalie Oberweis, observateur délégué

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances (pour les points 1 et 2)

Ministère des Finances (pour les points 1 et 2)

M. Bob Kieffer, Directeur du Trésor

M. Nima Ahmadzadeh, Directeur des Affaires économiques et budgétaires

M. Maurice Decker, Direction "Fiscalité"

Inspection Générale des Finances (IGF) (pour le point 1)

M. Marc Vanolst, Directeur faisant fonction

Administration des contribution directes (ACD) (pour le point 1)

Mme Pascale Toussing, Directrice

Administration des douanes et accises (ADA) (pour le point 1)

M. Alain Bellot, Directeur

Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED) (pour le point 1)

M. Eric May, Directeur adjoint

Mme Caroline Guezennec, M. Noah Louis, de l'Administration parlementaire

Excusée : Mme Semiray Ahmedova

\*

Présidence : M. André Bauler, Président de la Commission des Finances et du Budget

\*

## **1. Réunion jointe Commission des Finances et du Budget et Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire**

### **Evolution budgétaire - chiffres au 30 septembre 2022**

Madame la Ministre Yuriko Backes souhaite d'emblée poser le contexte dans lequel la situation budgétaire de l'État luxembourgeois évolue à présent. Il en est ainsi que l'oratrice note que la situation se présente globalement positive avec une progression plus importante des recettes que celle des dépenses qui se trouvent toutes les deux attisées par l'inflation.

L'oratrice tient également à rappeler que les chiffres présentés ci-dessous constituent un aperçu éphémère de la situation budgétaire qui, elle, est susceptible d'évoluer, notamment en

vertu des mesures étatiques décidées dans le cadre du comité de coordination tripartite dont les impacts se manifesteront peu à peu ; il est précisé que les mesures décidées dans le contexte de la crise énergétique sont chiffrées à 1,412 milliard d'euros y inclus le régime d'aides sous forme de garanties.

Globalement, l'exécution budgétaire de l'exercice 2022 s'avère plus favorable qu'anticipée bien qu'il en demeure que les incertitudes qui caractérisent le contexte macroéconomique en ces temps dictent toujours tant la programmation que l'exécution budgétaire.

## **Tableau 1 – Situation des recettes courantes de l'État au 30 septembre 2022**

### **a) Administration des contributions directes**

Les recettes totales de l'Administration des contributions directes (ACD) au 30 septembre 2022 s'élèvent à 8,2 milliards d'euros hors l'impôt commercial communal, ce qui équivaut à une augmentation absolue de 677 millions d'euros et de 9% par rapport à 2021 ainsi que 80,8% du budget voté, soit au-dessus de leur seuil théorique de 75% pour les neuf premiers mois de l'année ; en 2021, l'on se trouvait à ce stade à 83,7% L'oratrice note que la situation financière s'avère par conséquent moins dynamique que l'année passée.

- Les recettes découlant de l'impôt sur les collectivités s'élèvent à 1,581 milliard d'euros, soit +2% par rapport aux recettes du même mois pour l'année 2021 ;
- Les recettes relatives à l'impôt commercial communal s'élèvent à 697 millions d'euros, soit -7,1% par rapport aux recettes du même mois pour l'année 2021 ;
- Les recettes provenant de l'imposition par voie d'assiette s'élèvent à 831 millions d'euros, soit une hausse de +9,4% par rapport à septembre 2021. Cette hausse s'explique par le nombre croissant des contribuables ;
- Les recettes de l'impôt sur les traitements et salaires s'élèvent à 4,024 milliards d'euros, soit +14,1% par rapport aux recettes du même mois pour l'année 2021. Cette augmentation s'explique principalement par l'indexation des salaires et traitement ainsi que par un taux d'emploi accru, bien qu'il échoie de noter qu'avec l'introduction du crédit d'impôt énergie au 1er juillet 2022, cette tendance est à nuancer ; le déchet fiscal de cette mesure pour l'exercice 2022 s'élèvera prévisionnellement à 330 millions d'euros dont 113 millions d'euros voire 169,3 millions d'euros ont d'ores et déjà été versés au 30 septembre voire au 31 octobre 2022, respectivement. Environ deux tiers de la croissance des recettes provenant de l'impôt sous rubrique en comparaison avec l'exercice précédent proviennent de l'indexation des salaires et traitements ;
- Les recettes en provenance de l'impôt de solidarité, payé aussi bien par les personnes morales que par les personnes physiques, s'élèvent à 421 millions d'euros, soit +11,3% par rapport à septembre 2021.
- Les recettes du prélèvement sur les revenus de capitaux s'élèvent à 577 millions d'euros, soit +0,7% par rapport aux recettes au mois de septembre 2021.
- Les recettes découlant de l'impôt sur la fortune s'élèvent à 658 millions d'euros, donc +4,5% par rapport à 2021.

Accessoirement, l'oratrice souhaite présenter quelques chiffres au 31 octobre 2022 rappelant que selon une exécution linéaire du budget, l'on devrait atteindre 83,33% du budget définitif. Il

en est ainsi que l'impôt sur les collectivités et l'impôt commercial communal atteignent un niveau de 80,6% et de 76,0%, donc bien en-dessous des 83,33% évoqués ci-dessus. Pour ce qui est de l'impôt par voie d'assiette et de l'impôt sur les traitements et salaires, l'on se trouve actuellement à un niveau de 102,8% et 83,8% du budget voté. Cela revient à un total de recettes issus des impôts recueillis de l'Administration des contributions directes de 8,8 milliards d'euros au 31 octobre 2022, soit de 86,6% du budget voté.

#### **b) Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA**

Les recettes totales de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA pour le 30 septembre 2022 s'élèvent à 5,493 milliards d'euros, soit +8,8% par rapport à septembre 2021 et 76,9% du budget voté. Les recettes effectivement encaissées se trouvent par conséquent au-dessus du seuil de 75% du budget voté, bien qu'en septembre 2021, l'on se trouvât à 85,3%, ce qui suggère que la situation est actuellement moins dynamique qu'en 2021 :

- Les recettes collectées au titre de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) s'élèvent à 3,785 milliards d'euros au 30 septembre 2022, soit +9,9% par rapport à la même période en 2021. La tendance observée au niveau de la TVA résulte surtout de l'évolution favorable des recettes brutes en raison de l'inflation et de la hausse importante des remboursements connue durant la même période en 2021 ;
- Les droits d'enregistrement encaissés fin septembre 2022 affichent un montant de 393 millions d'euros, soit +5,6% par rapport à septembre 2021, ce qui s'explique par trois facteurs, nommément une baisse du recours au crédit d'impôt sur les actes notariaux, une baisse des remboursements après reventes et l'enregistrement de certains actes extraordinaires suscitant la perception de droits d'enregistrement importants ;
- Les recettes perçues au titre de la taxe d'abonnement s'élèvent à 983 millions d'euros, ce qui équivaut à une hausse de +4,3% par rapport à la même période en 2021. Il s'impose de souligner qu'en septembre 2021 l'on se trouvait à 86,1% du budget voté et en septembre 2022, seulement à 71,2%. Or, cela est à nuancer en ce que la taxe d'abonnement est perçue par tranche de manière qu'il s'impose de se pencher de plus près aux chiffres actuels c'est-à-dire au 31 octobre 2022. Ainsi, les recettes recueillies au titre de la taxe d'abonnement se chiffrent à 1,2 milliard d'euros ce qui correspond à une baisse de 2% par rapport à ce que l'on connaissait au 31 octobre 2021. Ceci est principalement dû à la situation morose sur les marchés financiers qui, elle, suscite également le retrait de fonds par certains investisseurs.
- Les droits de succession s'élèvent à 105,6 millions d'euros, soit +27,4% par rapport à septembre 2021. L'évolution positive des droits de succession est liée à un nombre limité d'actes successoraux plus importants.

Accessoirement, l'oratrice énonce, ici encore, les chiffres au 31 octobre 2022 qui se présentent comme suit :

- Le total des recettes perçues par l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA s'élève à 6,216 milliards d'euros ce qui correspond à 87% du budget voté ;
- Pour ce qui des droits d'enregistrement, l'on constate que les recettes recueillies au mois d'octobre se trouvent en-dessous de la moyenne des mois précédents.

#### **c) Administration des douanes et accises**

Les recettes globales perçues par l'Administration des douanes et accises en septembre 2022 s'élèvent à 1,41 milliard d'euros, soit +3,2 % par rapport à septembre 2021 et 74,5% du budget voté. Ces recettes sont donc légèrement inférieures aux prévisions budgétaires, en septembre 2021, l'on se trouvait à 82,3%.

- Les recettes relatives aux ventes d'essence s'élèvent à 173 millions d'euros, soit +6,2% par rapport à la même période de 2021, dont 28 millions d'euros proviennent de la taxe CO2. Cela équivaut à 351 millions de litres d'essence, soit une augmentation de 11% et de 34 millions de litres par rapport à l'année passée, ce qui remporte 10 millions d'euros de plus à l'État ;
- Pour ce qui concerne le gasoil routier, les recettes s'élèvent à 443 millions d'euros, donc une baisse de 12,9%, dont 111 millions d'euros proviennent de la taxe CO2. En termes de consommation, cela équivaut à 1,1 milliard de litres, soit une baisse de 9% et de 110 millions de litres par rapport à 2021 ; cela constitue une baisse de recettes de 65 millions d'euros par rapport à 2021. Ceci est un symptôme du changement de mentalité dans le chef des consommateurs qui privilégient à présent les véhicules à essence ou électriques à celles qui nécessitent du gasoil routier. S'y ajoute également la flambée des prix du gasoil routier surtout en comparaison avec les prix que l'on observe en Belgique voire en France.
- En septembre 2022, les recettes des droits d'accises sur les tabacs manufacturés s'élèvent à 632 millions d'euros, soit une hausse de +15,7% par rapport à 2021 ;
- Les recettes des droits d'accises sur l'alcool s'élèvent à 49 millions d'euros, soit une hausse de +8,3% par rapport à 2021 ;
- Les recettes au titre de la taxe sur les véhicules automoteurs affichent un montant de 53 millions d'euros en septembre 2022. Ces recettes sont restées stables par rapport à l'année 2021.

Pour ce qui est des chiffres au 31 octobre 2022, les recettes des impôts perçus par l'Administration des douanes et accises s'élèvent à 1,55 milliard d'euros ce qui correspond à 81,9% du budget voté et à une variation positive de +1,3% par rapport à 2021.

En guise de conclusion, les recettes pour les trois administrations fiscales pour le mois de septembre 2022 s'élèvent à 15,106 milliards d'euros, donc +8,4% par rapport à septembre 2021. Les recettes ont atteint 78,7% du budget voté, c'est-à-dire au-dessus des 75% attendus à l'issue des neuf premiers mois de l'année et en dessous des 84,1% atteints en 2021. Les prochains mois risquent d'être caractérisés d'une insécurité prononcée. L'oratrice tient à souligner que l'inflation s'élevait à 6,9% en septembre 2022 et que le surplus en recettes observé en octobre 2022 n'atteignait que 7%.

### **Tableaux 2 et 3 – Évolution des recettes et dépenses de l'Administration centrale selon les normes SEC2010 au 30 septembre 2022**

Lors de l'analyse des chiffres qui suivent, il importe de considérer les différents défis auxquels l'on fait face à présent, tels la crise des prix de l'énergie, le conflit armé international en Ukraine et l'inflation ; ces crises ne se font remarquer que peu à peu de manière que l'évolution des dépenses se présente au 30 septembre 2022 comme stable, mais est susceptible de s'empirer d'ici la fin d'année.

- Les dépenses relatives à la consommation intermédiaire (frais de fonctionnement, etc.) ont augmenté de 78,7 millions d'euros, soit +6,2% par rapport à septembre 2021 ;
- Les dépenses au titre des rémunérations des salariés affichent une progression de 359 millions d'euros, soit +9,6% par rapport à septembre 2021. L'augmentation est principalement due à l'indexation des salaires et traitements ainsi qu'aux recrutements additionnels effectués par l'administration centrale ;
- Les dépenses au titre des prestations sociales autres qu'en nature affichent une diminution de 52 millions d'euros, soit -3,1% par rapport à septembre 2021, ceci en raison des dépenses réduites du fonds pour l'emploi et du recours minimisé au chômage partiel ;
- Les autres transferts courants (pensions, maladie, famille, communes) affichent une hausse de 312 millions d'euros, donc +4,6% par rapport à septembre 2021 ;
- Les dépenses d'investissement se présentent comme suit :
  - Les investissements directs (formation de capital) effectués au 30 septembre 2022 augmentent de 80 millions d'euros (+6,7%) par rapport à celles de septembre 2021 ;
  - Les investissements indirects (transferts en capital) affichent au 30 septembre 2022 une baisse de 229 millions d'euros par rapport à la même période de 2021. Cette baisse s'explique notamment par la diminution des montants déboursés au titre des subventions pour les petites et moyennes entreprises principalement par le biais du fonds de relance et de solidarité ;
  - Le total des investissements (cumul des rubriques « formation de capital » et « transferts en capital ») en septembre 2022 atteint un montant d'environ 1,817 milliard d'euros, soit -8% par rapport à 2021. Si l'on fait abstraction des deniers publics dédiés à la lutte contre les effets néfastes de la crise sanitaire, c'est-à-dire ceux déboursés sous l'égide du fonds de relance et de solidarité, l'on atteindra un niveau de 1,781 milliard d'euros ce qui équivaut à 2,3% du PIB ;
  - Il importe de noter que les dépenses des fonds spéciaux n'ont à ce stade pas encore atteint les niveaux prévus de manière qu'il soit probable que les dépenses et investissements augmenteront d'ici la fin de l'année, voire jusqu'en avril 2023 en vertu de la période complémentaire.

En conclusion, les dépenses totales de l'Administration centrale s'élèvent au 30 septembre 2022 à 16,754 milliards d'euros ce qui constitue une hausse de 3% par rapport à 2021 et l'on est d'ores et déjà conscient qu'elles continueront de grimper.

Au total, les recettes de l'Administration centrale ont augmenté de 1,458 milliard d'euros (+9,0%) alors que les dépenses ont augmenté dans une moindre mesure (+478 millions d'euros, +2,9%). L'Administration centrale affiche dès lors au 30 septembre 2022 un surplus de 924 millions d'euros.

Au 31 octobre 2022, ce solde ne s'élève plus qu'à 833 millions d'euros et l'on constate qu'il continuera de se dissiper. Or, à présent, les recettes continuent à grimper principalement dû à l'inflation ; il en demeure que les incertitudes quant aux évolutions prévalent.

#### **Tableau 4 – Budget de l'État pour 2022 d'après la législation sur la comptabilité de l'État**

Fin septembre 2022, les recettes totales de l'État central s'élèvent à 15,533 milliards d'euros, soit près de 4,6 points de pourcentage plus élevés que le montant prévu dans le budget voté. Les dépenses s'élèvent quant-à-elles à 16,094 milliards d'euros, donc +1,6 points de pourcentage supérieurs aux prévisions établies dans le budget voté ; le déficit de l'État central s'élève ainsi à 562,1 millions d'euros. Ce déficit suggère que la situation budgétaire selon les normes SEC2010 pourrait assumer un déficit qui continue à se creuser surtout au vu des dépenses des fonds spéciaux.

Le budget pour opérations financières n'affiche qu'un changement infime par rapport à ce qui a été présenté le 26 septembre 2022. Les dépenses s'élèvent à 1,176 milliard d'euros et les recettes à 2,514 milliards d'euros, ce qui correspond à l'émission obligataire émise le 18 mai 2022.

Au 30 septembre 2022, les liquidités de l'État se sont élevées à environ 4,1 milliards d'euros. À ce jour, les liquidités s'élèvent à 4 milliards d'euros. Fin septembre 2022, 55 déposants y ont versé environ 753 millions d'euros ; fin juin, ils en étaient 973 millions d'euros. Or, en octobre ce montant s'est réduit à 185 millions d'euros et en date d'aujourd'hui l'on ne compte que 151 millions d'euros ; il s'agit ici d'une tendance que l'on a su anticiper en raison de la hausse des taux d'intérêt proposés par les établissements bancaires privés.

#### **Tableaux 5 et 6 – Mesures discrétionnaires en réponse à la pandémie de la COVID-19 (« Administration publique »)**

En total, 3 milliards d'euros ont été déboursés à titre des mesures discrétionnaires en réponse à la pandémie de la COVID-19, dont 182 millions d'euros en 2022.

#### **Tableau 7 – Garanties en réponse à la pandémie de la COVID-19**

En total, l'État s'est constitué garant à concurrence de 247 millions d'euros.

#### **Tableau 8 – Mesures décidées dans le contexte de la crise énergétique**

Les montants déboursés dans le cadre de la crise énergétique se chiffrent actuellement à 208,9 millions d'euros et 217,2 millions d'euros si l'on y inclut les montants garantis pour le régime d'aides sous forme de garanties. Au 30 septembre 2022, 195,8 millions d'euros ont été versés en vertu du paquet de mesures « *Solidaritätspak 1.0* » et des mesures prises en sus de l'accord final du comité de coordination tripartite, dont 113,3 millions d'euros au titre du crédit d'impôt énergie et 61 millions d'euros au titre de la réduction des accises sur le carburant.

Quant au paquet de mesures « *Energiedesch* », l'on compte 13,1 millions d'euros versés par l'État.

Il échet de noter que les montants des mesures décidées dans le contexte de la crise énergétique déboursés à présent se situent encore à un niveau faible alors qu'il découle de source qu'ils augmenteront au fur et à mesure ; certaines des mesures comme la « prime *House* » ne sont pas encore en vigueur.

#### **Conclusion**

Fin septembre 2022, la dette publique du Luxembourg s'élève à environ 19,2 milliards d'euros et correspond à 24,7% du PIB.

En guise de conclusion, l'oratrice précise que, conformément aux normes SEC2010, les recettes de l'Administration centrale ont augmenté de 9% et les dépenses de 2,9% par rapport

à 2021. Ainsi, au 30 septembre 2022, le solde de l'Administration centrale s'élève à +924 millions d'euros. Or, comme évoqué ci-dessus, ce solde ne s'élevait qu'à 833 millions d'euros le 31 octobre 2022. Dans ce contexte, il échet de noter que les prévisions budgétaires pointent vers 4 milliards d'euros de recettes et 6 milliards d'euros de dépenses pour le demeurant de l'exercice, ce qui équivaudrait à creuser de manière substantielle le déficit sans qu'il soit, à ce stade, clair que ces chiffres correspondent à ce qui se produira finalement.

Faisant allusion aux incertitudes macroéconomiques qui règnent à présent, l'oratrice se félicite de la résilience des finances publiques luxembourgeoises qui constituent, à son estime, une base propice pour faire face aux défis qui attendent. Dans ce contexte, il est évoqué que selon les dernières évaluations le Luxembourg a vu sa notation financière « AAA » confirmée.

Finalement, l'oratrice réitère les propos que cette dernière a tenu lors du dépôt des projets de loi relatifs au budget 2023 quant au maniement responsable avec les deniers publics afin de maintenir une certaine marge de manœuvre dans le cas où la situation s'empirerait, mais également afin d'alléger la charge des ménages le cas échéant.

### **Échange de vues**

Monsieur Gilles Roth (CSV) souhaite savoir si Madame la Ministre Yuriko Backes considère les dépenses à effectuer au titre d'investissements réalisables au vu du montant qui reste encore à déboursier.

Madame la Ministre Yuriko Backes note qu'elle ne connaît pas l'état d'avancement desdits investissement en ce qu'il faudrait rassembler les informations de la part des différents ministères.

Monsieur Gilles Roth (CSV) souligne que ces renseignements s'avèrent tout de même primordiaux en ce que le montant budgétisé à ce titre s'élève à 1,5 milliard d'euros. D'autant plus que, même s'il est loisible aux différents intervenants d'exécuter des dépenses jusqu'en avril 2023, cette faculté ne leur est réservée que pour les dépenses d'ores et déjà engagées d'ici la fin d'année. S'y ajoute que le support informatique qui sous-tend la comptabilité étatique devrait permettre d'accéder à ces données.

Monsieur le Directeur faisant fonction de l'Inspection générale des finances note que l'on constate à présent une sous-exécution du budget de 4% par rapport à 2019, dernière année non affectée par la pandémie COVID-19, mais qu'il s'avère assez difficile d'anticiper en ce jour si cette sous-exécution saura être résorbée.

Monsieur Gilles Roth (CSV) souligne encore que ces chiffres constituent des éléments cruciaux dont il aimerait disposer avant l'adoption du budget 2023 afin d'éviter de devoir se fier à de la spéculation.

Madame la Ministre Yuriko Backes fait part de son intention de rassembler lesdites informations.

Madame la Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire Diane Adehm (CSV) demande à ce que ces renseignements soient transmis endéans les deux semaines en vue de l'adoption prochaine du budget 2023.

Madame la Ministre Yuriko Backes indique tâcher d'accomplir cette tâche dans le délai proposé sans pour autant être en mesure de garantir le respect de ce dernier en raison de l'implication directe de moult intervenants.



Monsieur Dan Kersch (LSAP) salue le fait que Madame la Ministre Yuriko Backes vient de présenter quelques chiffres d'octobre 2022 et se félicite que cette dernière vise à mener une politique budgétaire qu'elle qualifie de responsable en vue de garantir une marge de manœuvre face à de défis imprévisibles mais également de permettre d'alléger la charge des ménages si possible.

Monsieur le Président de la Commission des Finances et du Budget André Bauler (DP) tient à préciser que l'interrogation de Monsieur Gilles Roth, reprise ci-dessus, est à mettre dans le contexte de l'entrevue que la Commission des Finances et du Budget vient de tenir avec le Conseil national des finances publiques, qui lui a attiré l'attention de la prédite commission au fait que certains investissements ne s'effectuent guère exclusivement endéans l'exercice pour lequel ils sont budgétisés.

En outre, l'orateur abonde dans le sens de Monsieur Dan Kersch lorsque celui-ci se félicite de la politique budgétaire responsable de Madame Yuriko Backes.

## **2. Uniquement pour les membres de la Commission des Finances et du Budget**

**8080 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 et modifiant :**

- 1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;**
- 2° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;**
- 3° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;**
- 4° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;**
- 5° la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière ;**
- 6° la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale ;**
- 7° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;**
- 8° la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ;**
- 9° la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;**
- 10° la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement ;**
- 11° la loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte Logement 2.0**

**8081 Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026**

### **- Présentation du budget du département Finances**

Le Président de la Commission des Finances et du Budget signale que les articles budgétaires concernant le département des Finances figurent aux pages 104 à 118 et 386 à 391 du document parlementaire n°8080.

Madame la ministre des Finances fournit les informations suivantes au sujet du budget du ministère des Finances :

- Le budget du ministère des Finances est estimé à 1,5 milliard d'euros en 2023 (contre 1,2 milliard d'euros en 2022 et 1,1 milliard d'euros en 2021), ses dépenses courantes à 1,395 milliard d'euros et ses dépenses en capital à 134 millions d'euros en 2023.

- La majeure partie du budget du ministère des Finances n'est pas liée à son fonctionnement, mais à d'autres champs politiques dont les dépenses sont imputées au budget du ministère des Finances. Ainsi, les sections « dépenses générales » du ministère des Finances représentent un montant d'environ 1,1 milliard d'euros, soit 70% de son budget total. Ce montant comporte, entre autres, la contribution du Luxembourg au budget de l'UE (environ 750 millions d'euros), les dépenses en relation avec les domaines de l'État (environ 100 millions d'euros) et des dépenses d'aide au développement (par le biais d'organisations internationales dans lesquelles le Luxembourg est représenté).
- Les frais de fonctionnement et ceux liés aux initiatives du ministère des Finances ne représentent donc qu'une petite partie de son budget global.
- Malgré plusieurs recrutements au cours des dernières années, le ministère des Finances reste un ministère de taille plutôt modeste avec environ 113 agents au jour d'aujourd'hui (+14 par rapport à l'année dernière) dont 12 sont détachés à l'étranger. Les frais de rémunération du personnel passent de 11,3 millions d'euros en 2022 à 13,5 millions d'euros en 2023 ; cette hausse tient compte des tranches indiciaires survenues et futures, ainsi que des avancements.

La ministre des Finances présente ensuite les 4 grands axes du budget du département Finances :

### **1. La digitalisation des administrations liées au ministère des Finances**

La poursuite de la modernisation et la digitalisation du ministère et des administrations constitue toujours une priorité importante. Pour cette raison, les budgets de ces administrations ont été dotés des moyens nécessaires : pour 2023, le budget du ministère des Finances prévoit une enveloppe de 16,5 millions d'euros à cet effet.

L'Administration des contributions directes (ACD) est l'administration qui présente les plus grands défis, mais également le plus grand potentiel en matière de modernisation et de digitalisation. Des projets dans ce sens ont déjà été entamés au cours des années précédentes, par exemple au niveau de la digitalisation de la déclaration d'impôt. L'ACD a dû procéder à de nombreux recrutements au cours des dernières années et ce mouvement se poursuit, et ce surtout en lien avec une augmentation et une complexification des missions qui lui sont confiées. Sont cités pour exemple l'échange automatique d'informations, les nouvelles règles fiscales internationales s'appliquant aux entreprises multinationales, ainsi que la croissance du nombre des contribuables et donc des dossiers y relatifs.

Il y a quelques années déjà, l'établissement d'un inventaire identifiant des pistes d'amélioration de l'efficacité de l'ACD avait été entamé. Les travaux y relatifs ont été freinés par la survenue de la pandémie de la COVID19, mais un premier inventaire reprenant les défis organisationnels et opérationnels auxquels doit faire face l'ACD a entretemps pu être finalisé. Un projet de loi prévoyant des dispositions de simplification de certaines procédures de l'ACD, basées sur cet inventaire, est en préparation. Une roadmap reprenant une série de projets informatiques a été réalisée en collaboration avec le CTIE. En raison de leur complexité, la réalisation de ces projets informatiques s'étale sur plusieurs années. L'ensemble de ces travaux est réalisé dans l'intérêt de l'ACD, mais également et surtout dans l'intérêt des contribuables et de la compétitivité du pays.

L'inventaire et les projets seront présentés début 2023 aux membres de la Commission des Finances et du Budget en détail et en présence des experts externes ayant participé à leur préparation.

### **2. L'acquisition et la location d'immeubles**

Les besoins de l'État en immeubles vont croissant, en adéquation avec le développement du pays. Le budget 2023 prévoit un montant de 123 millions d'euros à ce titre. Ce montant comprend 8 millions d'euros destinés à l'acquisition de parcelles des communes à incorporer dans le domaine de l'Etat, 45 millions d'euros destinés à l'acquisition de terrains et d'immeubles sur le marché privé, 60 millions d'euros pour couvrir les dépenses diverses en lien avec la location d'immeubles et 10 millions d'euros pour les frais de premier équipement des surfaces louées.

### 3. L'engagement dans l'UE et dans les institutions internationales

Pour rappel, les ressources propres, basées sur les contributions des États membres, financent plus de 90% du budget de l'UE. Le Luxembourg versera un montant d'environ 777,5 millions d'euros à l'UE dont 663,5 millions d'euros, calculés sur base du RNB du pays en 2023 (contre 421 millions d'euros en 2022) et 81,5 millions d'euros en lien avec les recettes TVA du pays (contre 70 millions d'euros en 2022).

Cette évolution à la hausse s'explique par les trois facteurs suivants :

- le paiement exceptionnel de 246,7 millions d'euros lié à la régularisation des contributions relatives aux années 2010 à 2020 et à payer en 2023 ;
- les priorités politiques de l'UE ; et
- un effet structurel frappant la quote-part du RNB et des recettes TVA.

En début d'année, le ministère des Finances avait déjà informé sur la contribution luxembourgeoise exceptionnelle au budget de l'UE. Cette contribution découle de la régularisation effectuée chaque année par l'UE sur les contributions nationales. La Commission européenne base ses calculs sur les statistiques du STATEC qui a actualisé et donc revu à la hausse ses données pour la période 2010-2020, cette hausse résultant de la bonne performance économique du pays.

Quant aux priorités politiques de l'UE, ce sont surtout la transition verte et la transition digitale qui exigent des augmentations du budget européen.

L'effet structurel affectant la contribution luxembourgeoise est en lien avec le fait qu'à l'issue de la pandémie de la COVID19, le RNB du Luxembourg a augmenté plus vite que le RNB européen.

La contribution luxembourgeoise fondée sur les déchets d'emballages plastiques non recyclés passe par contre de 14 millions d'euros en 2022 à 12,5 millions d'euros en 2023 ; elle s'élèvera à 11,5 millions d'euros en fin de période. Cette baisse est due au fait que le Luxembourg recycle davantage de plastiques, ainsi la contribution due au plastique non-recyclable restant baisse en conséquence.

Au Luxembourg, les recettes prélevées sous forme de droits de douane passent de 24 millions d'euros en 2022 à 20 millions d'euros en 2023. Cette baisse est en lien, entre autres, avec une réduction des biens soumis aux droits de douane. Les règles européennes prévoyant que chaque État membre peut garder 25% des droits de douane prélevés (frais de perception), le Luxembourg versera à ce titre 18 millions d'euros en 2022 et 15 millions d'euros en 2023 à l'UE.

Quant aux recettes en provenance du budget européen, le Luxembourg bénéficie d'un montant réparti sur plusieurs années en provenance de la facilité pour la reprise et la résilience (RRF) de l'UE : à ce titre, les recettes de la RRF s'élèveront à environ 21 millions d'euros en 2023. En 2024, elles atteindront un montant de 16 millions d'euros, en 2025 et 2026 11 millions d'euros.

Quant à la participation aux programmes des institutions financières internationales, elle se compose de versements au FMI, à la Société financière internationale (IFC), à la Banque mondiale, à la BERD, à la BEI, à la Banque asiatique de développement, la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures et à la Banque africaine de développement. Le total de ces versements passe de 16 millions d'euros en 2022 à 18 millions d'euros en 2023.

#### **4. La promotion de la place financière et de la finance durable**

Un montant de 22,5 millions d'euros (contre 10 millions d'euros en 2022) est destiné au développement de la place financière en 2023. Ce montant apparaît modeste par rapport aux recettes générées par la place. Ce chiffre comprend des contributions à l'agence Luxembourg for Finance (LFF), à la Luxembourg House of Financial Technology (LHoFT), au Finnovation Hub et à la CSSF.

Le budget du ministère des Finances comporte des articles budgétaires destinés au soutien au développement de la finance soutenable (17 millions d'euros) et dont les montants seront consacrés, entre autres, au financement de la plateforme commune de la finance climatique avec la Banque Européenne d'Investissement et au financement d'autres projets similaires. Le ministère des Finances continuera à renforcer le rôle de premier plan du Luxembourg en tant que hub international pour l'investissement climatique et durable.

#### **L'article 42 du projet de loi budgétaire - Autorisation d'émission d'emprunts à moyen et long terme**

L'article 42 a pour objet de conférer au ministre ayant le Trésor dans ses attributions l'autorisation d'émettre des emprunts pour un montant maximum de 6 milliards d'euros.

Cela ne signifie pas pour autant que la dette du pays augmentera de ce montant en 2023 ou que des emprunts de cette envergure seront souscrits en 2023. Un emprunt de 2 milliards d'euros arrivera à échéance en juin 2023 et devra donc être remboursé ; ce remboursement se fera sur base d'un nouvel emprunt. Le niveau de la dette n'en sera pas affecté et restera constant.

Le budget 2023 prévoit un déficit de 2,8 milliards d'euros dont 200 millions d'euros sont dus à un effet comptable. Après déduction de cet effet comptable, le déficit de l'État central s'élèvera à 2,6 milliards d'euros qui seront intégralement financés par le biais d'un emprunt. L'ajout des 2,6 milliards d'euros au déficit de fin 2022 mène à une dette de 21,8 milliards d'euros en 2023. En cas de déficit moindre, l'État devra s'endetter moins.

Les 6 milliards d'euros inscrits à l'article 42 du projet de loi se composent ainsi d'un montant de 4,6 milliards d'euros (2 + 2,6) et d'une marge de sécurité de 1,4 milliards d'euros. La marge de sécurité est nécessaire afin de permettre à l'État d'agir en cas de crise ou de paiements encore incertains à l'heure actuelle (par exemple, soutien aux entreprises en cas de troisième tranche indiciaire en 2023 (200 millions d'euros/trimestre) ou recours à la garantie de l'État dans le cadre de la tripartite (500 millions d'euros)) ou bien d'emprunter, selon l'évolution des marchés financiers, à un taux éventuellement plus avantageux que l'année suivante. Cette marge de manœuvre est essentielle en prévision de la situation budgétaire de début 2024 : en effet, en raison de la tenue des élections législatives fin 2023, le budget de l'année 2024 ne pourra être voté qu'en 2024 et il devra être recouru aux douzièmes provisoires début 2024. D'où la nécessité de disposer de suffisamment de liquidités fin 2023-début 2024.

Suite à la critique émise par le Conseil d'État et à des observations de la Commission des Finances et du Budget et de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire de la Chambre des Députés, le paragraphe 2 de l'article 42 annule le solde disponible des anciennes autorisations d'emprunts qui n'ont pas été utilisées jusqu'à présent. Le disponible

cumulé des anciennes autorisations d'emprunts est ainsi porté à zéro. Il sera dorénavant procédé ainsi au moment du dépôt de chaque nouvelle loi budgétaire.

\*

En réponse à une question de M. André Bauler, la ministre des Finances précise que les traitements du personnel du Conseil national des finances publiques (CNFP) sont financés à partir du budget du ministère des Finances. L'article budgétaire prévoyant un montant de 100.000 euros à destination du CNFP couvre les frais de fonctionnement de ce dernier.

Luxembourg, le 23 décembre 2022

**Procès-verbal approuvé et certifié exact**

**SITUATION DES RECETTES COURANTES DE L'ETAT AU 30 SEPTEMBRE 2022**  
(selon la comptabilité de l'Etat)

1

| (tous les montants sont exprimés en mio. EUR)         | 30 septembre    |                 | Variation 22/21 |             | Budget          | Budget          | Variation   | Compte prov.    | Recettes en % du budget voté |              |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|-------------|-----------------|-----------------|-------------|-----------------|------------------------------|--------------|
|   | 2022            | 2021            | en mio. EUR     | en %        | 2022            | 2021            | Budget      | 2021            | 2022                         | 2021         |
| <b>I. Contributions directes</b>                      | <b>8 202.5</b>  | <b>7 525.5</b>  | <b>677.0</b>    | <b>9.0</b>  | <b>10 151.3</b> | <b>8 996.0</b>  | <b>12.8</b> | <b>10 269.8</b> | <b>80.8</b>                  | <b>83.7</b>  |
| 1. Collectivités [1]                                  | 1 581.1         | 1 550.3         | 30.9            | 2.0         | 1 980.0         | 1 950.0         | 1.5         | 2 121.9         | 79.9                         | 79.5         |
| 2. Assiette [1]                                       | 831.2           | 760.1           | 71.1            | 9.4         | 860.0           | 795.0           | 8.2         | 1 025.6         | 96.7                         | 95.6         |
| 3. Salaires et traitements [2]                        | 4 024.7         | 3 527.0         | 497.7           | 14.1        | 5 240.0         | 4 545.0         | 15.3        | 4 799.1         | 76.8                         | 77.6         |
| 4. Impôt de solidarité                                | 421.3           | 378.5           | 42.8            | 11.3        | 622.3           | 561.1           | 10.9        | 611.6           | 67.7                         | 67.5         |
| 5. Revenus de capitaux                                | 576.8           | 572.8           | 4.0             | 0.7         | 500.0           | 350.0           | 42.9        | 758.4           | 115.4                        | 163.7        |
| 6. Fortune [3]  | 658.0           | 629.9           | 28.1            | 4.5         | 800.0           | 660.0           | 21.2        | 801.6           | 82.2                         | 95.4         |
| 7. Retenue libératoire nationale sur intérêts         | 12.9            | 17.0            | -4.1            | -24.3       | 22.5            | 26.0            | -13.5       | 20.7            | 57.2                         | 65.4         |
| 8. Impôt sur le revenu retenu sur les tantièmes       | 48.4            | 33.3            | 15.1            | 45.3        | 54.0            | 53.0            | 1.9         | 51.1            | 89.6                         | 62.8         |
| 9. Jeux de casino (recettes brutes)                   | 12.5            | 15.1            | -2.5            | -16.7       | 22.0            | 12.5            | 76.0        | 21.16           | 57.0                         | 120.5        |
| 10. Contributions directes - autres                   | 35.5            | 41.6            | -6.0            | -14.5       | 50.5            | 43.4            | 16.3        | 58.7            | 70.4                         | 95.7         |
| <i>Pour mémoire: impôt commercial communal [3]</i>    | 697.3           | 750.2           | -52.9           | -7.1        | 950.0           | 900.0           | 5.6         | 1 034.7         | 73.4                         | 83.4         |
| <b>II. Douanes &amp; accises</b>                      | <b>1 410.2</b>  | <b>1 366.2</b>  | <b>44.0</b>     | <b>3.2</b>  | <b>1 892.6</b>  | <b>1 659.9</b>  | <b>14.0</b> | <b>1 868.6</b>  | <b>74.5</b>                  | <b>82.3</b>  |
| 11. Droits d'accises sur l'essence [4]                | 173.3           | 163.2           | 10.1            | 6.2         | 223.2           | 206.5           | 8.1         | 226.2           | 77.7                         | 79.0         |
| <i>dont taxe CO2</i>                                  | 28.0            | 21.2            | 6.8             | 32.0        | 35.4            | 27.7            | 27.8        | 29.6            | 79.1                         | 76.5         |
| 12. Droits d'accises sur le gasoil routier [4]        | 443.2           | 508.6           | -65.4           | -12.9       | 704.6           | 630.9           | 11.7        | 690.4           | 62.9                         | 80.6         |
| <i>dont taxe CO2</i>                                  | 110.8           | 103.1           | 7.6             | 7.4         | 167.0           | 131.7           | 26.8        | 141.1           | 66.3                         | 78.3         |
| 13. Droits d'accises sur les tabacs manufacturés      | 632.0           | 546.3           | 85.7            | 15.7        | 730.0           | 657.1           | 11.1        | 750.1           | 86.6                         | 83.1         |
| 14. Droits d'accises sur l'alcool                     | 48.5            | 44.7            | 3.7             | 8.3         | 67.2            | 59.9            | 12.3        | 64.0            | 72.1                         | 74.7         |
| 15. Taxe sur les véhicules automoteurs                | 53.4            | 53.3            | 0.2             | 0.4         | 67.0            | 68.0            | -1.5        | 68.3            | 79.8                         | 78.3         |
| 16. Eurovignettes                                     | 11.1            | 12.6            | -1.5            | -11.8       | 14.5            | 14.5            | 0.0         | 16.0            | 76.3                         | 86.6         |
| 17. Droits de douane CE                               | 3.9             | 4.1             | -0.2            | -4.5        | 6.0             | 6.0             | 0.0         | 9.7             | 64.7                         | 67.7         |
| 18. Douanes - Autres                                  | 44.9            | 33.5            | 11.4            | 34.0        | 80.2            | 17.1            | 369.8       | 44.1            | 56.0                         | 196.3        |
| <i>dont taxe CO2 [5]</i>                              | 31.4            | 20.6            | 10.9            | 52.8        | 57.1            | n.a.            | -           | 27.4            | 55.0                         | -            |
| <b>III. Enregistrement &amp; domaines</b>             | <b>5 493.4</b>  | <b>5 049.4</b>  | <b>444.0</b>    | <b>8.8</b>  | <b>7 141.5</b>  | <b>5 916.6</b>  | <b>20.7</b> | <b>6 761.9</b>  | <b>76.9</b>                  | <b>85.3</b>  |
| 19. Droits d'enregistrement                           | 392.7           | 372.0           | 20.7            | 5.6         | 524.7           | 383.9           | 36.7        | 485.3           | 74.8                         | 96.9         |
| 20. Taxe sur la Valeur ajoutée                        | 3 785.3         | 3 445.8         | 339.4           | 9.9         | 4 779.3         | 4 012.8         | 19.1        | 4 538.7         | 79.2                         | 85.9         |
| 21. Taxe d'abonnement [6]                             | 982.7           | 941.9           | 40.8            | 4.3         | 1 380.3         | 1 094.0         | 26.2        | 1 280.5         | 71.2                         | 86.1         |
| 22. Taxe sur les assurances                           | 54.8            | 49.2            | 5.6             | 11.4        | 66.2            | 62.2            | 6.4         | 64.7            | 82.8                         | 79.0         |
| 23. Droits de succession                              | 105.6           | 82.9            | 22.7            | 27.4        | 85.0            | 85.0            | 0.0         | 117.0           | 124.2                        | 97.5         |
| 24. Enregistrement & domaines - autres                | 172.4           | 157.7           | 14.8            | 9.4         | 306.0           | 278.8           | 9.8         | 275.7           | 56.3                         | 56.6         |
| <b>TOTAL DES RECETTES [I+II+III]</b>                  | <b>15 106.1</b> | <b>13 941.1</b> | <b>1 165.0</b>  | <b>8.4</b>  | <b>19 185.4</b> | <b>16 572.6</b> | <b>15.8</b> | <b>18 900.4</b> | <b>78.7</b>                  | <b>84.1</b>  |
| <b>IV. Trésorerie de l'Etat</b>                       | <b>423.6</b>    | <b>339.3</b>    | <b>84.3</b>     | <b>24.9</b> | <b>321.2</b>    | <b>253.8</b>    | <b>26.6</b> | <b>498.8</b>    | <b>131.9</b>                 | <b>133.7</b> |
| 25. Participations et part de l'Etat dans le bénéfice | 197.7           | 230.5           | -32.8           | -14.2       | 186.3           | 160.8           | 15.9        | 270.8           | 106.1                        | 143.4        |
| 26. Intérêts de fonds en dépôt                        | 0.8             | 11.5            | -10.8           | -93.4       | 1.0             | 1.0             | 0.0         | 11.7            | 75.7                         | 1 154.7      |
| 27. Trésorerie de l'Etat - autres                     | 225.1           | 97.2            | 127.9           | 131.6       | 133.9           | 92.0            | 45.5        | 216.4           | 168.1                        | 105.6        |
| <b>TOTAL DES RECETTES [I+II+III+IV]</b>               | <b>15 529.7</b> | <b>14 280.4</b> | <b>1 249.3</b>  | <b>8.7</b>  | <b>19 506.6</b> | <b>16 826.4</b> | <b>15.9</b> | <b>19 399.2</b> | <b>79.6</b>                  | <b>84.9</b>  |

[1] Avances trimestrielles dues en mars, juin, septembre et décembre.

[2] La loi du 29 juin 2022 portant transposition de certaines mesures prévues par l'accord tripartite du 31 mars 2022 insère les articles 154sexies (« CIE indépendant »), 154septies (« CIE salarié ») et 154octies (« CIE pensionné ») dans la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) pour les années d'imposition 2022 et 2023 dont le montant du CIE varie en fonction du revenu brut mensuel.

Jusqu'au 30 septembre 2022, le montant cumulé du CIE déclaré était de 181 millions d'euros

[3] Avances trimestrielles dues en février, mai, août et novembre.

[4] Droits d'accises totaux se composant des droits d'accises communes UEBL, des droits d'accises autonomes, de la contribution sociale ainsi que de la taxe CO2.

[5] Taxe CO2 perçue sur l'essence au plomb, le kérosène, le pétrole lampant industriel et combustible, le gasoil carburant et chauffage, le LPG et le gaz naturel.

[6] Avances trimestrielles dues en janvier, avril, juillet et octobre.

20  
22



## Administration centrale 2022 (selon SEC)

### Evolution des recettes et dépenses au 30 septembre 2022

|                   | Situation fin septembre |        |        |        |                        |       |
|-------------------|-------------------------|--------|--------|--------|------------------------|-------|
|                   | 2019                    | 2020   | 2021   | 2022   | Variation<br>2022/2021 |       |
|                   |                         |        |        |        | en<br>millions         | en %  |
| Dépenses. . . . . | 14 033                  | 16 477 | 16 277 | 16 754 | + 478                  | +2.9% |
| Recettes. . . . . | 14 769                  | 13 723 | 16 220 | 17 678 | +1 458                 | +9.0% |
| Solde . . . . .   | + 736                   | -2 754 | - 57   | + 924  | + 981                  |       |

Notes: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros.

20  
22



Administration centrale 2022  
(selon SEC)

Evolution des recettes et dépenses

|  | Situation fin septembre |                 |                 |                 |                     |              |
|--|-------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|---------------------|--------------|
|  | 2019                    | 2020            | 2021            | 2022            | variation 2022/2021 |              |
|  |                         |                 |                 |                 | en millions         | en %         |
| <b>Dépenses</b>  |                         |                 |                 |                 |                     |              |
| 1. Consommation intermédiaire .....  | 1 037.1                 | 1 142.0         | 1 264.3         | 1 343.0         | + 78.7              | +6.2%        |
| 2. Formation de capital .....  | 1 172.2                 | 1 410.8         | 1 200.9         | 1 281.3         | + 80.3              | +6.7%        |
| 3. Rémunération des salariés .....   | 3 248.0                 | 3 579.0         | 3 751.0         | 4 109.5         | + 358.6             | +9.6%        |
| 4. Subventions (Services publics d'autobus, logement...) .....             | 431.8                   | 476.3           | 529.7           | 465.1           | - 64.5              | -12.2%       |
| 5. Revenus de la propriété (intérêts débiteurs) .....                      | 162.3                   | 155.3           | 113.6           | 136.5           | + 22.9              | +20.1%       |
| 6. Prestations sociales autres qu'en nature (Chômage, RMG...) .....        | 1 335.2                 | 2 245.3         | 1 678.3         | 1 626.3         | - 52.0              | -3.1%        |
| 7. Prestations sociales en nature .....                                    | 34.2                    | 191.8           | 184.7           | 197.2           | + 12.5              | +6.8%        |
| 8. Autres transferts courants (Pensions, Maladie, Famille, Communes) . . . | 6 150.4                 | 6 608.5         | 6 771.5         | 7 083.3         | + 311.8             | +4.6%        |
| - transferts à la sécurité sociale   | 3 647.8                 | 4 130.2         | 4 197.9         | 4 267.7         | + 69.8              | +1.7%        |
| - transferts aux administrations locales                                   | 1 015.9                 | 1 016.1         | 1 069.3         | 1 223.5         | + 154.2             | +14.4%       |
| - autres   | 1 486.7                 | 1 462.2         | 1 504.4         | 1 592.1         | + 87.7              | +5.8%        |
| 9. Transferts en capital .....   | 438.4                   | 680.4           | 765.3           | 535.9           | - 229.4             | -30.0%       |
| 10. Corrections sur actifs non financiers non produits .....               | 23.1                    | - 12.6          | 17.2            | - 24.0          | - 41.2              | -239.4%      |
| <b>Dépenses totales .....</b>  | <b>14 032.6</b>         | <b>16 476.7</b> | <b>16 276.6</b> | <b>16 754.1</b> | <b>+ 477.5</b>      | <b>+2.9%</b> |
| <b>Recettes</b>  |                         |                 |                 |                 |                     |              |
| 11. Impôts sur la production .....   | 5 473.0                 | 5 126.5         | 6 309.3         | 6 863.9         | + 554.5             | +8.8%        |
| 12. Impôts courants sur le revenu .....                                    | 6 983.8                 | 6 535.3         | 7 513.8         | 8 200.9         | + 687.1             | +9.1%        |
| 13. Autres recettes .....  | 2 311.8                 | 2 060.9         | 2 396.5         | 2 613.3         | + 216.9             | +9.1%        |
| <b>Recettes totales .....</b>  | <b>14 768.6</b>         | <b>13 722.7</b> | <b>16 219.6</b> | <b>17 678.1</b> | <b>+1 458.5</b>     | <b>+9.0%</b> |
| <b>Solde .....</b>   | <b>+ 736.0</b>          | <b>-2 754.0</b> | <b>- 56.9</b>   | <b>+ 924.0</b>  | <b>+ 980.9</b>      | <b>-</b>     |



# 20 22



## Budget de l'Etat\* pour 2022

(\*d'après la législation sur la comptabilité de l'Etat)

### Compte au 30 septembre 2022

|                          | Budget<br>2022  | Situation fin septembre |                 |
|--------------------------|-----------------|-------------------------|-----------------|
|                          |                 | En valeur               | En %* du budget |
| <b>Budget courant</b>    |                 |                         |                 |
| Recettes .....           | 19 417.2        | 15 420.8                | 79.4%           |
| Dépenses .....           | 18 425.1        | 13 904.4                | 75.5%           |
| <b>Solde .....</b>       | <b>+ 992.1</b>  | <b>+1 516.4</b>         | -               |
| <b>Budget en capital</b> |                 |                         |                 |
| Recettes .....           | 96.9            | 111.9                   | 115.4%          |
| Dépenses .....           | 2 583.8         | 2 190.4                 | 84.8%           |
| <b>Solde .....</b>       | <b>-2 486.8</b> | <b>-2 078.5</b>         | -               |
| <b>Budget total</b>      |                 |                         |                 |
| Recettes .....           | 19 514.2        | 15 532.7                | 79.6%           |
| Dépenses .....           | 21 008.9        | 16 094.8                | 76.6%           |
| <b>Solde .....</b>       | <b>-1 494.7</b> | <b>- 562.1</b>          | -               |

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros

\* par rapport au budget voté 2022

Le tableau ci-dessus est exprimé **HORS** opérations financières

| <b>Budget des opérations financières</b>   | Budget<br>2022  | Situation fin septembre |                     |
|--|-----------------|-------------------------|---------------------|
|  |                 | En valeur               | en % du budget voté |
| <b>Recettes des opérations financières</b> | 2 369.2         | 2 514.7                 | 106.1%              |
| Emprunts                                   | 2 367.0         | 2 500.0                 | 105.6%              |
| Autres                                     | 2.2             | 14.7                    | 673.7%              |
| <b>Dépenses des opérations financières</b> | 1 223.0         | 1 176.7                 | 96.2%               |
| <b>Solde</b>                               | <b>+1 146.2</b> | <b>+1 337.9</b>         | -                   |

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros

\* par rapport au budget voté 2022

Mesures discrétionnaires en réponse à la pandémie de la COVID-19 (« Administrations publiques »)  
Mise à jour: 30 septembre 2022

5

| Mesure   | Description  | Sous-Secteur | Montants déboursés (Exercice 2020) |             | Montants déboursés (Exercice 2021) |       | Montants déboursés (Exercice 2022) |       | Montants remboursés / recouverts |             |
|--|--|--------------|------------------------------------|-------------|------------------------------------|-------|------------------------------------|-------|----------------------------------|-------------|
|  |  |              | en millions d'euros                | en % du PIB | en millions d'euros                | en %  | en millions d'euros                | en %  | en millions d'euros              | en % du PIB |
| <b>Dépenses discrétionnaires</b>                     |  |              |                                    |             |                                    |       |                                    |       |                                  |             |
| Mesures sanitaires et liées à la gestion de la crise | Dépenses en matière de gestion de crise sanitaire  |              | 246                                | 0.4%        | 210                                | 0.3%  | 67                                 | 0.1%  |                                  |             |
|  | <i>HCPN<sup>1</sup></i>  |              | 118                                | 0.2%        | 109                                | 0.2%  | 12                                 | <0,1% |                                  |             |
|  | <i>Frais d'acquisition pour la gestion de crises</i>   |              | 7                                  | <0,1%       | 1                                  | <0,1% |                                    |       |                                  |             |
|  | <i>Service Information et Presse / Rapatriement</i>  |              | 1                                  | <0,1%       |                                    |       |                                    |       |                                  |             |
|  | <i>Contribution et actions de partenariat en matière de capacités militaires dans le cadre de l'UE et de l'OTAN</i>  |              | 2                                  | <0,1%       |                                    |       |                                    |       |                                  |             |
|  | <i>Frais d'expert / Achats de médicaments/ Frais de fonctionnement de centres d'hébergement d'urgence</i>  |              | 71                                 | 0.1%        | 100                                | 0.1%  | 55                                 | 0.1%  |                                  |             |
|  | <i>Monitoring de la population luxembourgeoise pendant la sortie de crise COVID-19</i>   |              | 31                                 | <0,1%       |                                    |       |                                    |       |                                  |             |
|  | <i>Réserve sanitaire</i>   |              | 17                                 | <0,1%       |                                    |       |                                    |       |                                  |             |
| Avances remboursables en faveur des entreprises      | Avances remboursables d'un montant maximal de 1.800.000 EUR  |              | 152                                | 0.2%        | 28                                 | <0,1% |                                    |       | -28                              | <0,1%       |
| Aides directes en faveur des entreprises             | Différentes aides directes en faveur des microentreprises et indépendants  |              | 105                                | 0.2%        | 0.2                                | <0,1% |                                    |       |                                  |             |
|  | <i>Aide forfaitaire aux microentreprises de 5 000 EUR (Stabilisation)</i>  |              | 32                                 | <0,1%       |                                    |       |                                    |       |                                  |             |
|  | <i>Aide forfaitaire complémentaire aux microentreprises de 5 000 EUR (Stabilisation)</i>   |              | 37                                 | 0.1%        | 0                                  | <0,1% |                                    |       |                                  |             |
|  | <i>Aide forfaitaire aux entreprises (10 à 20 pers.) de 12 500 EUR (Stabilisation)</i>  |              | 8                                  | <0,1%       |                                    |       |                                    |       |                                  |             |
|  | <i>Aide forfaitaire de 2 500 EUR pour les indépendants (Stabilisation)</i>   |              | 6                                  | <0,1%       | 0                                  | <0,1% |                                    |       |                                  |             |
|  | <i>Aide forfaitaire supplémentaire de 3 000 - 4 000 EUR pour indépendants (Stabilisation)</i>  |              | 13                                 | <0,1%       | 0                                  | <0,1% |                                    |       |                                  |             |
|  | <i>Aide de redémarrage pour le commerce de détail en magasin (Neistart)</i>  |              | 9                                  | <0,1%       | 0                                  | <0,1% |                                    |       |                                  |             |
| Fonds de relance et de solidarité                    | Aide directe mensuelle de 1.250 euros par salarié en poste et de 250 euros par salarié au chômage partiel pour soutenir les secteurs les plus touchés par la crise COVID-19 (Neistart) et autres aides | AC           | 52                                 | 0.1%        | 234                                | 0.3%  | 36                                 | <0,1% |                                  |             |
|  | <i>dont: Aide FRS</i>  |              | 49                                 | 0.1%        | 61                                 | 0.1%  | 20                                 | <0,1% |                                  |             |
|  | <i>dont: Aide coûts non-couverts</i>   |              | 3                                  | <0,1%       | 158                                | 0.2%  | 17                                 | <0,1% |                                  |             |
|  | <i>dont: Aide indépendants 2021</i>  |              |                                    |             | 15                                 | <0,1% |                                    |       |                                  |             |
| Mesures pour soutenir les investissements            | Aide incitant les entreprises, moyennant des niveaux de subvention particulièrement favorables, à réaliser des investissements   |              | 2                                  | <0,1%       | 24                                 | <0,1% | 11                                 | <0,1% |                                  |             |
| Différentes aides sectorielles                       | Soutien financier pour la culture, le sport, le tourisme, et l'agriculture   |              | 21                                 | <0,1%       | 1                                  | <0,1% |                                    |       |                                  |             |
|  | <i>Fonds de Relance Tourisme</i>   |              | 2                                  | <0,1%       |                                    |       |                                    |       |                                  |             |
|  | <i>Bons d'achat pour une nuitée dans une structure d'hébergement au Luxembourg</i>   |              | 5                                  | <0,1%       |                                    |       |                                    |       |                                  |             |
|  | <i>Mesures spécifiques pour la culture</i>   |              | 9                                  | <0,1%       |                                    |       |                                    |       |                                  |             |
|  | <i>Restart Sport</i>   |              | 2                                  | <0,1%       |                                    |       |                                    |       |                                  |             |
|  | <i>Paquet de relance Agriculture</i>   |              | 3                                  | <0,1%       | 1                                  | <0,1% |                                    |       |                                  |             |
| Relance économique verte et durable                  | Aide financière et primes d'achat pour la rénovation énergétique, la promotion des systèmes de chauffage basés sur les énergies renouvelables et l'électromobilité                                     |              | 1                                  | <0,1%       |                                    |       |                                    |       |                                  |             |
| Mesures pour maintenir l'emploi                      | Chômage partiel en faveur de tous les secteurs affectés par la crise   |              | 1011                               | 1.6%        | 200                                | 0.3%  | 25                                 | <0,1% | -386                             | -0.5%       |
|  | <i>Chômage partiel pour cas de force majeure (Stabilisation)</i>   |              | 859                                | 1.3%        |                                    |       |                                    |       |                                  |             |
|  | <i>Prolongation de l'indemnisation de chômage pour 3 mois (Stabilisation)</i>  |              | 22                                 | <0,1%       | 18                                 | <0,1% | 0                                  | <0,1% |                                  |             |
|  | <i>Chômage partiel structurel (Neistart)</i>   |              | 129                                | 0.2%        | 181                                | 0.3%  | 24                                 | <0,1% |                                  |             |
| Mesures en faveur de l'éducation                     | Aides pour assurer le fonctionnement en alternance des écoles et des services d'éducation et d'accueil   |              | 47                                 | 0.1%        | 12                                 | <0,1% |                                    |       |                                  |             |
|  | <i>Recrutement de personnel</i>  |              | 11                                 | <0,1%       | 5                                  | <0,1% |                                    |       |                                  |             |
|  | <i>Fonctionnement en alternance des écoles et des services d'éducation et d'accueil</i>  |              | 36                                 | 0.1%        | 4                                  | <0,1% |                                    |       |                                  |             |
|  | <i>Relance formation professionnelle</i>   |              |                                    |             | 3                                  | <0,1% |                                    |       |                                  |             |
| Aides sociales                                       | Allocation de vie chère doublée pour l'année 2020 et aide financière pour études supérieures étendue   |              | 41                                 | 0.1%        | 3                                  | <0,1% |                                    |       |                                  |             |
|  | <i>Aide Salaires social minimum (Compensation)</i>   |              |                                    |             | 3                                  | <0,1% |                                    |       |                                  |             |
|  | <i>Allocation de vie chère doublée pour l'année 2020 et reconduction de l'allocation de vie chère pour 2021</i>  |              | 40                                 | 0.1%        |                                    |       |                                    |       |                                  |             |
|  | <i>Extension de la durée maximale de l'aide pour études supérieures</i>  |              | 1                                  | <0,1%       | 0                                  | <0,1% |                                    |       |                                  |             |

|  |  |    |       |             |             |            |             |            |  |             |             |              |
|--|--|----|-------|-------------|-------------|------------|-------------|------------|--|-------------|-------------|--------------|
| Indemnités pécuniaires de maladie  | Prise en charge CNS dès le 1er jour d'incapacité de travail et gel de la limite des 78 semaines d'incapacité de travail <sup>2</sup> | SS | 145   | 0.2%        | 16          | <0,1%      | 26          | <0,1%      |  |             |             |              |
|  | Prise en charge des indemnités pécuniaires de maladie jusqu'à la fin de l'état de crise  |    | 132   | 0.2%        |             |            |             |            |  |             |             |              |
| Prise en charge des indemnités pécuniaires de maladie à partir du 1er juillet 2020 en cas de mise en quarantaine ou d'isolement <sup>3</sup> | 11   |    | <0,1% | 12          | <0,1%       | 26         | <0,1%       |            |  |             |             |              |
| Gel de la limite des 78 semaines d'incapacité de travail   | 2  |    | <0,1% | 4           | <0,1%       | 0          | <0,1%       |            |  |             |             |              |
| Congé pour raisons extraordinaires   | Congé pour raisons familiales extraordinaire et congé pour soutien familial <sup>2</sup>   |    | 238   | 0.4%        | 50          | 0.1%       | 17          | <0,1%      |  |             |             |              |
|  | Congé pour soutien familial  |    | 0     | <0,1%       | 0           | <0,1%      | 0           | <0,1%      |  |             |             |              |
|  | Congé pour raisons familiales (CPRF)   |    | 238   | 0.4%        | 50          | 0.1%       | 17          | <0,1%      |  |             |             |              |
| <b>TOTAL</b>   |  |    |       | <b>2061</b> | <b>3.2%</b> | <b>777</b> | <b>1.1%</b> | <b>182</b> |  | <b>0.2%</b> | <b>-415</b> | <b>-0.5%</b> |

AC = Administration centrale ; SS = Sécurité Sociale

**Notes:** Le tableau présente un aperçu de l'ensemble des mesures COVID-19 prises tant au niveau des dépenses et des recettes publiques pour les années 2020 et 2021 suivant la logique du périmètre de l'Administration publique.

<sup>1</sup> Ces montants sont neutres d'un point de vue comptable pour le calcul du solde SEC 2010. Les recouvrements ont engendré une baisse du report des cotisations sociales.

<sup>2</sup> L'Administration centrale assurera le financement du congé pour raisons familiales (soutien familial y inclus) et la prise en charge de l'indemnité pécuniaire de maladie par l'assurance maladie-maternité. La prise en charge CNS dès le 1er jour d'incapacité de travail a été intégralement supportée par l'Etat (cf loi Kassensturz). A noter toutefois que cette dépense ne constitue pas un coût supplémentaire pour l'Etat ni pour les Administrations publiques étant donné que cette mesure a entraîné une diminution des dépenses de la Mutualité des employeurs et, par conséquent, une diminution de la participation de l'Etat dans son financement, ce dernier supportant le déficit de la Mutualité des employeurs en vertu de l'article 56 du code de la sécurité sociale. Au cours du mois de décembre 2020, une somme de 200 millions a été remboursée. Les 186 millions restants sont à rembourser sur les années 2021, 2022 et 2023 avec une somme annuelle de 62 millions d'euros.

<sup>3</sup> En septembre 2022, un transfert extraordinaire de 100 millions d'euros vers la Mutualité des employeurs a été effectué pour couvrir les dépenses causées par la persistance de niveaux élevés d'infections COVID-19 en début d'année. Dans le contexte Covid-19, la Mutualité des employeurs rembourse 100% des salaires aux employeurs pour tous les congés de maladie liés au Covid-19.

| Mesure               | Description  | Sous-Secteur | Montants non-recouvrés (Exercice 2020) |             | Montants non-recouvrés (Exercice 2021) |                 | Montants non-recouvrés (Exercice 2022) |      | Montants recouvrés  |              |
|----------------------|--|--------------|--|-------------|--|-----------------|--|------|---------------------|--------------|
|                      |  |              | en millions d'euros                    | en % du PIB | en millions d'euros                    | en %            | en millions d'euros                    | en % | en millions d'euros | en % du PIB  |
| <b>Recettes</b>      |  |              |  |             |  |                 |  |      |                     |              |
| Impôts directs       | Annulation des avances en matière d'impôt et report d'échéance de paiement   | AC           | 232                                    | 0.4%        | 4                                      | <0,1%           |  |      | -192                | -0.2%        |
|                      | <i>Demande d'annulation de la 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> avance 2020</i>   |              | 162                                    | 0.2%        | 0                                      | <0,1%           |  |      |                     |              |
|                      | <i>Demande d'annulation HORECA de la 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> avance 2020 ainsi que de la 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> avance 2021</i> |              |  |             | 3                                      | <0,1%           |  |      | -123                | -0.2%        |
|                      | <i>Demande de délai de paiement</i>  |              | 70                                     | 0.1%        | 1                                      | <0,1%           |  |      | -69                 | -0.1%        |
| Impôts indirects     | Tolérance administrative et remboursement de soldes créditeurs TVA < 10.000 EUR <sup>1</sup>   | AC           | 196                                    | 0.3%        |  |                 |  |      |                     |              |
|                      | <i>TVA Perte COVID-19 (Mesures administratives)</i>  |              | 83                                     | 0.1%        |  |                 |  |      |                     |              |
|                      | <i>Remboursement COVID-19</i>  |              | 113                                    | 0.2%        |  |                 |  |      |                     |              |
| Cotisations sociales | Report des cotisations sociales sans intérêts ni pénalités   | SS           | 100                                    | 0.2%        |  |                 |  |      | -85                 | -0.1%        |
|                      | Suspension jusqu'au 31 décembre 2020 des intérêts moratoires sur les cotisations non-payés à l'échéance <sup>1</sup>                                   |              | 4                                      | <0,1%       | 4                                      | <0,1%           |  |      |                     |              |
| <b>TOTAL</b>         |  |              | <b>531</b>                             | <b>0.8%</b> | <b>8</b>                               | <b>&lt;0,1%</b> |  |      | <b>-277</b>         | <b>-0.4%</b> |

AC = Administration centrale ; SS = Sécurité Sociale

Notes: Le tableau présente un aperçu de l'ensemble des mesures COVID-19 prises tant au niveau des dépenses et des recettes publiques pour les années 2020 et 2021 suivant la logique du périmètre de l'Administration

<sup>1</sup> Ces montants sont neutres d'un point de vue comptable pour le calcul du solde SEC 2010. Les recouvrements ont engendré une baisse du report des cotisations sociales.

**Garanties/Prêts en réponse à la pandémie de la COVID-19**

7

| Mesure                        | Description  | Montants garantis   |             |
|-------------------------------|--|---------------------|-------------|
|                               |  | en millions d'euros | en % du PIB |
| Régime de garanties étatiques | Garantie étatique pour de nouveaux prêts octroyés par des établissements de crédits.<br>Prolongation du régime de garanties étatiques jusqu'au 31 décembre 2021. | 164                 | 0.2%        |
| Office du Ducroire            | Soutenir davantage les exportations, y compris vers les marchés touchés par la COVID-19.   | 83                  | 0.1%        |
| <b>TOTAL</b>                  |  | 247                 | 0.3%        |

**Mesures décidées dans le contexte de la crise énergétique**  
 Mise à jour: 30 septembre 2022

| Mesure   | Enveloppe budgétaire<br>(Exercices 2022 et 2023) |                 | Montants déboursés / Montants garantis<br>(Exercice 2022) |                 |
|--|--|-----------------|---|-----------------|
|  | en millions d'euros                              | en % du PIB     | en millions d'euros                                       | en % du PIB     |
| <b>Paquet de mesures « Solidaritétspak 1.0 » et mesures prises en sus de l'accord final Tripartite</b>     | <b>847</b>                                       | <b>1.1%</b>     | <b>195.8</b>  | <b>0.2%</b>     |
| Introduction d'un crédit d'impôt énergie   | 495  | 0.6%            | 113.3   | 0.1%            |
| Aides pour entreprises impactées par prix énergétiques   | 225  | 0.3%            | 0.3   | <0,1%           |
| Réduction de 7,5 cts/l de carburant et de combustible (y compris prolongation jusqu'au 31.08) <sup>1</sup> | 77   | <0,1%           | 61  | <0,1%           |
| Adaptation de la subvention de loyer   | 5  | <0,1%           | 2.2   | <0,1%           |
| Augmentation des aides financières pour études supérieures   | 10   | <0,1%           | 10  | <0,1%           |
| Equivalent crédit d'impôt versé aux bénéficiaires REVIS et RPGH  | 8  | <0,1%           | 3   | <0,1%           |
| Adaptation de la « Prime House »   | 2  | <0,1%           | 0   | <0,1%           |
| Mise en place du programme d'aide « Fit4Sustainability »   | 2.5  | <0,1%           | 0   | <0,1%           |
| Prise en charge du voucher pour des conseils en énergie  | 5  | <0,1%           | 0   | <0,1%           |
| Maintien de l'indexation des allocations familiales  | 18   | <0,1%           | 6   | <0,1%           |
| <b>Paquet de mesures « Energiedesch »</b>  | <b>65</b>  | <b>&lt;0,1%</b> | <b>13.1</b>   | <b>&lt;0,1%</b> |
| Prime énergie pour ménages à faible revenu   | 15   | <0,1%           | 6.2   | <0,1%           |
| Stabilisation des prix de l'électricité  | 15   | <0,1%           | 0   | <0,1%           |
| Subvention des frais de réseau de gaz  | 35   | <0,1%           | 6.9   | <0,1%           |
| <b>Total (sans garanties)</b>  | <b>912</b>                                       | <b>1.2%</b>     | <b>208.9</b>  | <b>0.3%</b>     |
| Régime d'aides sous forme de garanties <sup>2</sup>  | 500  | 0.6%            | 8.3   | <0,1%           |
| <b>Total (avec garanties)</b>  | <b>1 412</b>                                     | <b>1.8%</b>     | <b>217.2</b>  | <b>0.3%</b>     |

<sup>1</sup> Au 30 septembre 2022, les moins-values de recettes sur les carburants s'élevaient à 56 millions d'euros tandis que les dépenses effectives relatives aux combustibles (mazout) étaient de 5 millions d'euros.

<sup>2</sup> Le montant garanti présenté dans le tableau correspond au montant effectivement garanti par l'Etat, à savoir 90% du montant nominal des prêts accordés.